

# ENFANTS D'AUJOURD'HUI DIVERSITÉ DES CONTEXTES PLURALITÉ DES PARCOURS

*Colloque international de Dakar  
(Sénégal, 10-13 décembre 2002)*



*Numéro 11*

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
AIDELF**

# L'exploitation des enfants dans le commerce du tabac en Algérie. Cas du département de Boumerdes

---

**Boualem OUZRIAT**

Association maghrébine pour l'étude des populations (AMEP), Algérie

Depuis plus de 10 ans, l'Algérie a sombré dans une crise multidimensionnelle et complexe sans précédent, conséquence directe d'une ouverture politique et économique sans transition préparée et négociée au préalable avec les partenaires sociaux et politiques, engagée vers la fin des années quatre-vingts, avec sur le plan politique une instabilité des institutions (plus de 10 gouvernements depuis 1988), aggravée par une violence politique (terrorisme) et l'absence de toutes perspectives de sortie de crise du moins à court terme. Sur le plan économique, le plan de réajustement structurel engagé par les différents gouvernements, avec son lot de lois antisociales, n'a fait qu'accentuer les conditions de vie d'une population déjà terrorisée et meurtrie par le poids de l'insécurité : la paupérisation ne cesse de galoper, les inégalités sociales, l'accentuation du chômage, l'exode sécuritaire, le banditisme, le crime organisé et la corruption caractérisent aujourd'hui le paysage socioéconomique et politique de l'Algérie.

Sur le plan sécuritaire, plus de 120 000 morts ont été enregistrés depuis le début de la crise, avec 4 000 disparus et plus d'un million d'habitants déplacés.

Sur le plan socio-économique, selon une étude du CNEAP\* pour l'année 2000, 35% des algériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et 11 millions sur les 31,07 millions d'habitants que compte l'Algérie (RGPH 1997) vivent sous un seuil défini par un revenu annuel estimé à 18 000 dinars algériens (250 dollars US), soit un peu moins de 50 dinars par jour (0,69 dollars US). Ceci ne veut pas dire que les 20 millions restants sont bien lotis, puisque selon la même étude 91% des ménages n'ont aucune possibilité d'épargne, 62,77% des chefs de ménages ne font plus d'économies et 66,67% s'endettent pour faire face à des frais courants. Jusqu'en 1999, les compressions d'effectifs ont touché 81% des sociétés publiques avec la suppression de 326 678 emplois, avec un taux de chômage de 29,4% pour les hommes et de 45,58% pour les femmes, soit un taux de chômage global de 33,92%. L'analphabétisme touche 31,90% de la population totale dont 40,27% sont des femmes.

On note également le retour des maladies disparues avec situation d'endémie, telles que la tuberculose, la typhoïde, la gale et la diphtérie. 60% des algériens vivent dans des habitations précaires sans confort. Cet état de fait imposé à la population a contraint les familles à chercher les ressources indispensables pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

Actuellement, le travail des enfants est l'un des moyens les plus faciles pour avoir des ressources, par l'exercice d'un commerce illégal et non protégé ; il s'agit particulièrement des réseaux de la mafia de contrebande de cigarette où ces enfants constituent un maillon de la chaîne de distribution de la marchandise. En effet, les ruelles des centres urbains d'Algérie grouillent de ces bambins qui sont devenus les principaux fournisseurs de cigarettes pour les consommateurs, tout ceci sous le regard complice et complaisant des pouvoirs publics.

Combien sont-ils, quel est leur statut social, pour qui travaillent-ils et combien leur rapporte cette activité ? Pour répondre à ces quelques questions, on a réalisé une enquête à travers le département de Boumerdes.

Selon le bureau international du travail, le nombre d'enfants de moins de 18 ans introduits dans le monde du travail est estimé à 500 000 en Algérie. Mais selon le syndicat de l'union

---

\* CNEAP : centre national des études d'application et de planification.

générale des travailleurs algériens, ce nombre est de 1,360 millions, dont 760 000 filles, pour 2001. Selon une enquête réalisée en 2002 par le bureau de l'UNICEF à Alger, ayant touché 6 000 ménages dans 6 départements du centre, 15 communes pour le seul département d'Alger, il a été observé :

- 537 enfants qui travaillent, 355 garçons et 182 filles, âgés de 10 à 16 ans.
- 60% citadins, 40% ruraux.
- La moyenne d'âge est de 13 ans.
- 81,4% sont déscolarisés.

## **1. Présentation générale du département de Boumerdes**

Le département de Boumerdes regroupe 32 communes, il est limité géographiquement au nord par la mer Méditerranée, à l'est par le département de Tizi-Ouzou, au sud par le département de Bouira, à l'ouest par le département d'Alger.

Ce département s'étend sur une superficie de 1558,39 km<sup>2</sup> pour une population de 647 398 habitants selon le RGPH de 1998, estimée à 692 778 au 31/12/2002 avec :

- une densité de 465 habitants au km<sup>2</sup> ;
- un taux de natalité de 18,3‰ ;
- un taux de mortalité estimé à 4,3‰ ;
- un taux d'accroissement naturel d'environ 2,22‰.

Les données recueillies auprès de la direction de la planification et de l'aménagement du territoire (DPAT) du département de Boumerdes montrent que la répartition par sexe est presque égale avec 49,1% pour le sexe masculin et 50,9% pour le sexe féminin, les moins de 30 ans représentent 70% de la population, les moins de 18 ans 48,1% dont plus du 1/3 (36,6%) sont en âge de scolarisation dans les trois cycles (enfants âgés de 6 à 18 ans) ; avec un taux de scolarisation de 93,3% pour le cycle primaire, 23,7% pour le cycle moyen et 40% pour le cycle secondaire, le taux de scolarisation total est estimé à 47,7%. C'est un département à vocation agricole essentiellement, les terres agricoles représentent 69% de la superficie globale, mais seulement 24,6% de ces terres sont exploitées. La population en âge d'activité est estimée à 28,4% dont 71,2% sont en activité, le taux de chômage global est estimé à 28,8%.

## **2. Protocole d'enquête**

- a - L'objectif principal de l'enquête était de déterminer le nombre d'enfants exerçant cette activité à travers le territoire géographique limité pour l'enquête, et secondairement de cerner leur profil socio-éducatif.
- b - La population d'étude est représentée par tous les enfants recensés, âgés de 6 à 17 ans exerçant ce type d'activité sur une des 12 communes sur les 32 que compte le département de Boumerdes.
- c - Méthode d'enquête : questionnaire d'ordre socio-éducatif contenant des variables quantitatives et des variables qualitatives, avec interview.
- d - La durée de l'enquête : 4 mois, du 01 janvier au 30 avril 2002.

## **3. Résultats et commentaires**

Durant cette enquête, il a été recensé 223 enfants exerçant cette activité, à travers les 12 communes tirées au sort pour l'enquête. Il est à signaler qu'il s'agit exclusivement d'enfants de sexe masculin et qu'aucune fille n'a été recensée.

### 3.1 L'âge des enquêtés

Il est observé qu'un enfant sur deux a entre 9 et 13 ans, un enfant sur cinq entre 6 et 9 ans et trois enfants sur quatre sont âgés de moins de 14 ans. La moyenne d'âge observée est de 11 ans.

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS PAR CLASSES D'ÂGES

Classes d'âges	Fréquence	%	% cumulé
6-9 ans	47	21%	21%
9-13 ans	121	54%	75%
13-17 ans	55	25%	100%
Total	223	100%	

### 3.2 Situation scolaire des enquêtés

La déscolarisation est observée dans 2 cas sur 3 (65% des enquêtés) et seulement un enfant sur trois suit une scolarité régulière.

TABLEAU 2 : ÉTAT DE SCOLARISATION DES ENQUÊTÉS

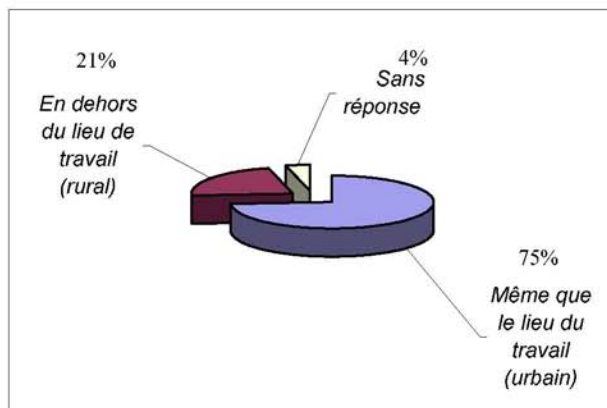
État de scolarisation	Fréquence	%
Enfants encore scolarisés	79	35%
Enfants non scolarisés	144	65%
Total	223	100%

### 3.3 Lieu de résidence des enquêtés au moment de l'enquête

Il est observé que les trois quarts des enfants interrogés résident dans la localité du lieu de leur travail, et qu'un enfant sur quatre (22% des cas) réside hors de la localité du lieu de son travail (rural), et se trouve donc contraint de faire le déplacement quotidien vers la ville pour y travailler.

Par ailleurs il est observé aussi que parmi les résidents en ville au moment de l'enquête, presque la moitié d'entre eux (48% des cas) sont des citadins et plus du tiers sont le produit de l'exode rural. Les enfants ayant une origine rurale représentent donc plus de la moitié des enquêtés (57% des cas).

FIGURE 1 : RÉPARTITION DES ENFANTS INTERROGÉS SELON LEUR LIEU DE RÉSIDENCE AU MOMENT DE L'ENQUÊTE.



### 3.4 Situation socioprofessionnelle du père (SSP)

Il ressort de cette enquête que presque un enquêté sur deux a un père sans revenu (48% des cas). Il s'agit soit de chômeurs, soit d'invalides ou des handicapés, ou bien de personnes ayant perdu leur emploi pour diverses raisons (liquidation des entreprises, entreprises sabotées par les actes terroristes). Pour les pères ayant un revenu, il s'agit de commerçants, de retraités, d'autres activités libérales mais non déclarées, ou bien d'agriculteurs.

TABLEAU 3 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS SELON LA SITUATION PROFESSIONNELLE DE LEUR PÈRE

SSP	Fréquence	%
Avec revenu	88	39,5%
Sans revenu	107	48,0%
Sans réponse	28	12,5%
Total	223	100%

### 3.5 Situation socioprofessionnelle de la mère

Pour la femme la situation est plus dramatique, les deux tiers des mères des enfants enquêtés sont des femmes au foyer, donc sans emploi. Ce qui traduirait les conditions de vie difficile vécues par ces familles (49% des pères sans revenu) de manière générale et les conditions défavorables dont sont victimes les femmes en particulier.

TABLEAU 4 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS SELON LA SITUATION PROFESSIONNELLE DE LEUR MÈRE.

CSP	Fréquence	%
Mères au foyer	147	66%
Mères travailleuses	34	15%
Sans réponse	42	19%
Total	223	100%

### 3.6 Statut de la famille par rapport à la situation politico-économique vécue dans le pays

Le poids de la crise et son impact négatif sur la société ressort à travers cette enquête, presque un enquêté sur trois (31% des cas) est issu d'une famille ayant un ou plusieurs membres victimes des conséquences du plan de réajustement structurel dans ses différents volets, et 3% de ces familles sont également victimes de la violence politique (familles victimes du terrorisme).

TABLEAU 5 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS SELON LE STATUT DE LEUR FAMILLE QUANT À LA SITUATION POLITICO-ÉCONOMIQUE DU PAYS

Statuts	Fréquence	%
Familles ayant un ou plusieurs membres victimes de la violence politique	7	3%
Familles ayant un ou plusieurs membres victimes de la politique de restructuration économique (licenciement, compression, départ volontaire, retraite anticipé )	69	31%
Sans particularité	147	66%
Total	223	100%

### 3.7 Nombre d'années d'exercice dans ce type d'activité

Cette activité prend de plus en plus d'ampleur, 41% des enfants interrogés ont été introduits dans cette activité durant les trois dernières années ayant précédé l'enquête, contre

12% seulement depuis 10 ans ou plus (début de la crise), avec une moyenne de 5 années d'exercice dans cette activité. De plus en plus d'enfants sont introduits dans ce travail, ce qui reflète aussi l'aggravation de la situation sociale des algériens.

TABLEAU 6 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS SELON LE NOMBRE D'ANNÉES EXERCÉES DANS LES RÉSEAUX DU COMMERCE ILLÉGAL DE LA CIGARETTE

Nombre d'années d'exercice	Fréquence	%
1-3 années	92	41%
4-6 années	56	25%
7-9 années	39	17%
Plus de 9 années	27	12%
Sans réponse	9	5%
Total	223	100%

### 3.8 Les habitudes tabagiques chez les enquêtés

En plus du risque pénal encouru par l'exercice d'un tel commerce illégal et des conséquences socio-éducatives sur l'avenir de ces enfants, ces derniers se retrouvent exposés à un risque plus grave, l'habitude de fumer est retrouvée chez un enfant sur trois. D'un côté, c'est la tentation de toucher à d'autres drogues et de l'autre, les effets nocifs du tabac sur la santé, car commencer à fumer à un bas âge accroît le risque d'exposition aux infections respiratoires.

TABLEAU 7 : RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS SELON LEURS HABITUDES TABAGIQUES.

Habitudes tabagiques	Fréquence	%
Fumeurs	85	38%
Non-fumeurs	89	40%
Sans réponse	49	22%
Total	223	100%

### 3.9 Montant estimé du gain financier

Si le travail dans ce réseau de commerce illégal de la cigarette attire de plus en plus d'enfants, cela peut s'expliquer par des gains financiers conséquents engendrés de manière facile. La moyenne mensuelle du gain est estimée à 14 500 dinars algériens (210 dollars US), ce qui équivaut au salaire mensuel d'un médecin débutant et à deux fois le salaire minimum garanti. À noter que tout cet argent échappe au fisc.

Il en ressort également qu'il s'agit d'entreprises familiales dans presque la moitié des cas (45% des cas) ; mais dans un peu plus d'un cas sur trois, c'est le réseau informel organisé qui profite de cet argent puisqu'un enquêté sur trois travaille pour le compte de tierces personnes, et qu'un enfant sur cinq (20% des cas) a refusé de préciser l'origine du commerce.

TABLEAU 8 : ORIGINE DU COMMERCE EXERCÉ PAR LES ENQUÊTÉS

Origine du commerce	Fréquence	%
Familiale	101	45%
Autre que familiale	79	35%
Non précisée	43	20%
Total	223	100%

#### 4. Discussion et conclusion

Quoique la taille de l'échantillon soit relativement réduite (223 questionnaires), quelques constatations peuvent être tirées de cette enquête, vue la sensibilité et l'importance du sujet traité et la difficulté à mener l'enquête. En effet plusieurs entraves ont été rencontrées, d'abord le harcèlement de quelques enquêteurs par certains représentants de l'ordre publique et le refus catégorique de beaucoup d'enfants de recevoir les enquêteurs et de répondre à leurs questions.

La première constatation à retenir, c'est que c'est une activité qui prend de l'ampleur, qui touche surtout les enfants en bas âge ayant en moyenne 11 ans, les trois quarts n'ont pas atteint 14 ans, les deux tiers ne sont plus scolarisés. Il s'agit d'enfants issus de familles sans revenu dans presque 50% des cas. L'exode rural (sécuritaire) est très apparent, 50% de ces enfants sont le produit de cet exode. Leur situation socioéconomique est précaire, et elle est engendrée par l'ampleur et la gravité du drame sécuritaire et par les effets négatifs des réformes économiques engagées dans le cadre du PAS : les séquelles de la violence politique et de l'insécurité qu'a connus le pays sont observées chez 3% des familles, qui ont le statut de victime de la tragédie nationale et 31% ont subi les conséquences de la politique dite de restructuration et de réforme économique avec son lot de licenciements et de compression des effectifs. Ce sont des enfants sans doute exploités par des réseaux mafieux de contrebandes de cigarette : plus du tiers de ces enfants travaillent pour des tierces personnes, et un cinquième n'a pas voulu répondre sur l'origine des marchandises, sans doute par méfiance et par crainte. Il est à signaler aussi le gain important et surtout facile engendré par cette activité, ce qui a encouragé beaucoup de familles à s'investir dans ce commerce (48% des cas).

Cette activité est surtout entretenue par une situation politico-économique confuse. Le laxisme et le silence complice des institutions censées protéger l'enfant ou tout autre citoyen a laissé le champ libre aux spéculateurs, avec des conséquences économiques désastreuses. Selon une étude sur la contrebande de la cigarette réalisée par un comité d'experts du ministère des finances pour la période de 1996 à 2001 :

- Le montant cumulé de l'évasion fiscale de 1996 à 2001 est estimé à 3,5 milliards de Dollars.
- Pour 2002, les pertes sont estimées à 234 millions de Dinars (3,5 millions de Dollars).

C'est une question de respect des droits de la personne humaine. C'est une nouvelle forme d'exploitation qui est en train de s'installer, la misère des gens est devenue un véritable fond de commerce où la conscience et la morale deviennent de la monnaie changeable : faire travailler des enfants mineurs est interdit par les conventions internationales et les chartes dont le gouvernement algérien est pourtant signataire. Ceci expose ces enfants à d'autres formes d'activités plus dangereuses et plus graves (surtout la drogue et le sexe).

C'est également une question de justice sociale et de démocratie, car la situation est paradoxale ! Une population pauvre habitant un pays riche, avec un PIB de 35 milliards de Dollars et des réserves de change de 22 milliards de Dollars US, classé au 49<sup>ème</sup> rang des pays et entités économiques les plus riches du monde (63<sup>ème</sup> pour le Maroc et 84<sup>ème</sup> pour la Tunisie).

L'amélioration des conditions de vie de la population par une utilisation plus juste de cette aisance financière, la révision de la politique économique en associant tous les partenaires politiques et sociaux, et le respect des choix démocratiques, sont les préalables pour la construction d'un État de droit.

**BIBLIOGRAPHIE**

- ASSUNTA Mary, « *le tabac et la pauvreté* », Association de consommateurs de Penang, Malaisie, Mai 1999.
- BRUNDTLAND Gro Harlem, « *l'OMS et les ONG partenaires dans la lutte mondiale contre le tabac* », OMS, 1999.
- HASTINGR Gerard, FADYEN Lyn Mac et EADIE Douglas, « *pourquoi les jeunes fument-ils ? le rôle du marketing* », centre de recherche sur la lutte antitabac, Canada, 1999.
- MACKAY Jurdith, « *la lutte antitabac, présent et avenir* », Asian consultancy on tobacco and health, Hong Kong, Chine, 1999.
- MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ (Algérie), Direction de la famille et de l'enfant et l'UNICEF, 1999 « *guide des droits de l'enfant* ».
- OMS, aide mémoire, « *la lutte antitabac est l'affaire de tous* », Mai 2002.